

Fabien Roussel : « Je veux être du côté de celles et ceux qui se battent » | BFM

22 min · Parti Communiste Français

Bonjour Fabien Roussel, merci de répondre à mes questions ce matin. Vous êtes candidat à l'élection présidentielle, vous êtes secrétaire national du Parti communiste français, vous êtes par ailleurs maire de Saint-Ament-les-Eaux. Des questions d'abord sur les colères qui s'expriment, les pêcheurs qui bloquent à nouveau ce matin un dépôt de carburant. Vous avez déclaré la semaine dernière, je vous propose de faire la révolution dans la rue avant les urnes. J'appelle à des mobilisations sur les ronds-points dans les entreprises et moi j'y serai. Irez-vous

? Bien sûr, et je les soutiens totalement. Ils ont raison, tous ces travailleurs, tous ces salariés à se mobiliser. C'est même la dignité de la classe ouvrière. Et je demande à ce que le gouvernement, non seulement entendre mais réponde. Il faut que le gouvernement réponde à cette colère qui monte, qui est profonde, qui est celle de travailleurs qui ne veulent pas être des travailleurs pauvres. Le travail doit permettre de vivre, de vivre dignement. Or aujourd'hui le poids de l'énergie, les factures d'énergie, l'essence, le gaz, l'électricité, le poids des loyers qui pèsent. Bref, tout augmente, y compris les fruits et légumes. J'étais à Ringis pour m'en rendre compte. Tout cela pèse énormément sur le pouvoir d'achat de nos concitoyens. On est le 15 du mois, beaucoup d'entre eux sont aujourd'hui... Un tiers des Français disent

30 dans le rouge à partir du 15 du mois. Voilà,

déjà dans le rouge. Et donc il y a une urgence à répondre à ça. Là, c'est pas en appauvrissant les Français, en tapant sur leur pouvoir d'achat que l'on va redresser la France. On a besoin d'avoir une économie qui roule, qui tourne, où nos concitoyens, nos concitoyennes puissent consommer. Et or aujourd'hui, tout est fait en tapant dans leur porte-monnaie, à réduire justement la consommation, à réduire l'activité. Et c'est ça qui pousse petit à petit notre pays à rentrer en récession. C'est extrêmement grave. Et que j'ai lancé. Moi je ne souhaite pas attendre les élections présidentielles dans huit mois pour que ça change. Mais est-ce que votre rôle, c'est pas l'inverse ? Pardon,

Fabien Roussel, mais vous êtes un homme politique. Est-ce que la réponse à la colère ne doit pas être dans une démocratie ? Parlez-vous. Je voudrais vous faire écouter les propos de François Hollande. Que l'on interrogeait précisément sur le rôle des politiques. Irait-il lui, comme vous, manifester aux côtés de ceux qui expriment leur colère ? C'était hier soir sur BFM TV. Voici sa réponse.

J'entends que certains appellent à faire des manifestations ou des cortèges... Non ! Vous pourriez le faire ? Non ! Vous pourriez aller ? Le rôle des responsables politiques, des partis politiques, et à fortiori pour moi qui ai été au sommet de l'État, c'est de faire que des propositions soient émises. Rien ne vous interdit d'aller manifester ? Non mais aujourd'hui, chacun doit être dans son rôle. Mon rôle n'est pas d'aller manifester. Ce serait quand même un curieux... Ça pourrait être un signe de soutien. Non mais je ne suis pas dans cette démarche. On peut soutenir. Mais ce qu'il faut, c'est trouver des réponses.

Des réponses et ne pas attiser en quelque sorte les colères. Est-ce que vous êtes dans votre rôle, à la fois candidat à l'élection présidentielle et appelant à une révolution avant les urnes

? Le rôle des responsables politiques, c'est d'apporter des réponses à son peuple, à ceux qui souffrent, et notamment là aujourd'hui, à ceux qui travaillent, qui nous nourrissent. Je pense aux pêcheurs, mais aux agriculteurs qui n'ont plus de foin pour leur élevage, par exemple. Et donc il y a besoin d'apporter des réponses urgentes. Et c'est pour ça que moi, en tant que candidat à l'élection présidentielle, mais en tant que responsable politique, je ne veux pas me projeter sur le mois de mai les élections présidentielles. Je souhaite que l'on apporte des réponses à nos concitoyens maintenant. Or, nous avons un gouvernement qui ne veut pas entendre ce qui se passe dans la rue, voire même pire que ça, qui continue à mettre sur la table des propositions qui vont pénaliser le pouvoir d'achat des Français, les taxer encore plus fortement, alors que c'est tout l'inverse qu'il faut faire.

Ces manifestations, elles obtiendraient quoi

? Comment on pèse sur le gouvernement pour qu'il change, qu'il change de braquet et qu'il arrête d'accompagner les premiers de cordée, qui est la grande théorie du ruissellement du président de la République, qu'on mette fin à cette politique. D'ailleurs, les Français n'en peuvent plus de cette politique du président Macron. Ils n'attendent qu'une seule chose, c'est qu'il s'en aille. Mais c'est maintenant qu'il faut que ça change. Qu'est-ce que vous vous proposez ? Tout de suite. Sur l'énergie, sur l'électricité, sur le gaz, nous proposons, nous demandons à qu'il y ait une baisse de la TVA immédiate de 20 à 5,5 %. C'est la possibilité. C'est -à -dire

considérant que le carburant est un produit de première nécessité, ce qui justifierait que sa TVA ne soit qu'à 5,2 ans.

Tout à fait. Et d'ailleurs, c'est le gouvernement qui est responsable de la hausse, en partie des factures d'électricité, parce que c'est ce gouvernement qui a augmenté la TVA en la faisant passer de 5 à 20. Faire passer la TVA à 5, ça met un

peu de temps. Il y a une autre proposition que même Michel -Édouard Leclerc proposait hier matin à ce micro. Il disait que le gouvernement peut décider d'un claquement de doigts, et ça pourrait être appliqué à partir de lundi à la pompe, d'ajourner les fameux certificats d'énergie. C'est 15 à 20 centimes.

J'y viens. C'est la deuxième proposition que j'ai formulée. Mais celle -là est plus rapide dans le temps. Donc vous auriez pu commencer par ça. La baisse de la TVA, ça peut permettre de faire baisser de 30 centimes, à peu près, le prix à la pompe. Simplement, je réprecise. La baisse de la TVA, ça passe par la loi. Et donc c'est évidemment beaucoup plus long. Oui, mais écoutez, moi, j'appelle à l'état d'urgence énergétique. Il y a besoin aujourd'hui de prendre des mesures d'urgence. Quand nous étions pendant l'épidémie de Covid, quand nous avons subi des attaques terroristes, nous avons pris des mesures d'urgence. Aujourd'hui, nous subissons une crise énorme qui pèse sur le travail de nos concitoyens, sur les salaires, sur l'activité économique. Il y a besoin de prendre des mesures d'urgence. Et c'est pour ça que moi, je déclarerai l'état d'urgence énergétique. Il y a besoin tout de suite de redonner des marges de manoeuvre à nos entreprises et aux Français en allégeant la facture énergétique, l'essence. Les certificats d'économie d'énergie pèsent aux alentours de 10 à 15 centimes par litre. La TVA, en l'abaissant, on peut gagner 30 centimes. Quand j'additionne les deux, ça fait 45 centimes du litre que l'on peut aujourd'hui baisser immédiatement. Et puis, il y a les factures d'électricité et de gaz. Excusez -moi, j'y reviens. Parce que je reçois dans mes permanences des gens qui me disent on ne peut plus payer le loyer. Les loyers augmentent. Quand je regarde les loyers, c'est la facture énergétique qui a explosé ces dernières années depuis la guerre en Ukraine. Ce qui fait qu'entre des loyers qui augmentent de 20 % en moyenne ces cinq dernières années, des prix à la pompe qui augmentent aussi. Puis vous ajoutez les fruits et légumes,

les tomates. On dit aux Français, il faut manger sain, attention. Mais ils ne peuvent plus. Et donc, cette colère, elle doit s'entendre. Mais il faut surtout y apporter des réponses. C'est pour ça que c'est une forme de révolution à laquelle j'appelle. Parce qu'effectivement, il faut changer de logique. Est-ce qu'on s'était

trompé quand on entendait dans vos mots j'appelle à faire la révolution, plutôt une révolution dans la rue

? Si le gouvernement n'entend pas et qu'il continue à proposer des remèdes douloureux, oui, j'appelle à de grandes mobilisations dans la rue. Le statut d

'agent de GDF et de EDF.

Ils défendent le fait qu'en remettant en cause le tarif agent qu'ils ont sur l'électricité. Je

rappelle qu'ils payent 10 % du prix normal de l'électricité ou du gaz. Dans chaque

profession, il y a des avantages liés à la profession. Et ceux qui n'en ont pas devraient en avoir. Eux, ils en ont un qui existe depuis 80 ans. Supprimer cet avantage, c'est perdre du pouvoir d'achat. Je défends tous les salariés. Que ce soient les policiers qui ont manifesté hier. Que ce soit aussi les pêcheurs. Que ce soient les personnels de santé. Et demain, il va y avoir des mobilisations importantes, je pense, à cette convergence de tous ces salariés de la fonction publique. Des pompiers qui vont se réunir le 29 septembre prochain. Cette première grande manifestation va être essentielle, déterminante. Plus nous serons nombreux dans la rue, plus nous serons nombreux. Plus le gouvernement va devoir prendre conscience que s'il n'agit pas, la colère va exploser. Le 29 septembre ? Non mais je vais aller jusqu'au bout. Moi, je préfère que le gouvernement apporte des réponses et que la colère sociale s'apaise. Et ensuite, on va régler dans les urnes la France dans laquelle nous voulons vivre. Projet contre projet. Mais aujourd'hui, il y a une colère sociale qui doit être entendue. Les Français souffrent. Ils meurent à petit feu. La pauvreté augmente. Donc le 29 septembre, vous serez dans la rue. Le 29 septembre, vous serez dans la rue. Mais bien sûr que j'y serai dans la rue. Mais je vais même, dans les jours qui viennent, moi-même prendre des initiatives avec mon parti pour interpeller le gouvernement.

Lesquels ? Est-ce que vous avez déjà des

formes de... Vous le verrez bien assez tôt. Mais en tout cas, nous prendrons nous aussi des initiatives. J'appelle chacun, dans chaque département, dans chaque région, à se mobiliser devant les lieux de pouvoir, les sous-préfectures, le siège de Total, devant les ministères. Il va falloir que l'on s'organise et tous ensemble. Et plus nous serons nombreux, Peut-il garder le

blocage ? Hier, ils ont été assez rapidement délogés. Les pêcheurs à fausse surmer. Ils ont repris un blocage ce matin dans les rôles. Est-ce que vous leur dites « tenez bon »

? Oui, je leur dis « tenez bon » et je leur dis « tenez bon » face à toutes les provocations et tous les propos qui pourront être tenus contre vous. Parce que j'entends déjà, on va prendre les Français en otage, c'est jeter de l'huile sur le feu, etc. À chaque fois, quand les Français manifestent leur mécontentement, parce qu'ils se font taxer par tous les bouts, parce qu'ils n'arrivent plus à payer leurs factures, leurs courses, eh bien, on les pointe du doigt en disant « tais-vous, payez ». C'est fini, ça. C'est fini. Et je ne veux pas qu'on attende les élections présidentielles pour que ça bouge. C'est pour ça que je veux être moi un candidat en lutte. Quelqu'un qui aussi... Moi, je fais le choix de la barricade et du côté où je veux être. Je veux être avec ceux qui... se battent.

Vous faites le choix de la barricade ? Un homme qui est candidat à l'élection présidentielle dans une démocratie dit moi je fais le choix de la barricade ? Ce que je veux dire

c'est que quand il y a des barricades qui se montent on doit choisir de quel côté on se met et moi je sais de quel côté où je serai. Quand il y a un piqué de grève qui se monte je sais de quel côté je suis. Il y a ceux qui forcent le piqué de grève et il y a ceux qui le tiennent. Moi je veux être du côté de celles et ceux qui se battent aujourd'hui pour défendre leur dignité, leur pouvoir d'achat, leur pouvoir de Vous vous imaginez qu'aujourd'hui dans notre pays ces travailleurs, ces pêcheurs qui se battent, c'est pour ne pas être des travailleurs pauvres. Nous voulons nous avoir des travailleurs qui vivent dignement de la richesse qu'ils produisent. L'une des solutions. Et c'est pour cela que oui j'appelle à ce que l'on se mobilise maintenant parce que ce gouvernement envisage encore des remèdes terribles de taxer les retraités. On y vient à la question du budget,

les retraités. Hier ce même François Hollande défendait sa proposition pour précisément que le travail paye mieux. Là-dessus vous êtes d'accord sur le constat. Il dit pour alléger voire supprimer la part des cotisations salariales qui pèsent sur le salaire des travailleurs, il vaut mieux augmenter la TVA, la passer progressivement de 20 à 24 % et dans le même temps la faire passer à zéro sur tous les produits de première nécessité. Ce vase communicant entre en gros ce qui pèse sur le salaire et ce qui pèse sur la consommation, vous en dites quoi

? Je dis que c'est une très mauvaise idée et on connaît les remèdes de François Hollande qui a été président de la république de 2012 à 2017 et qui a pris beaucoup de mesures pour alléger le coût du travail. C'est à dire donner des cadeaux fiscaux aux entreprises, aux grandes entreprises en espérant qu'ils embaucheraient derrière. Ça ne s'est pas produit. Aujourd'hui il continue de proposer le même remède, c'est à dire de rapprocher le brut du net dans les salaires. Ce serait pas

mal quand même non ? Il y a un certain nombre de personnes qui nous écoutent qui seraient enchantées d'avoir le brut qui se rapproche

du net. Laissez-moi aller jusqu'au bout. Et de l'autre côté, d'augmenter la TVA. Ça c'est un jeu de bonnes taux pour ceux qui y jouent. C'est je te donne d'un côté mais je prends de l'autre. Et d'ailleurs encore une fois je pense aux entreprises, aux TPE, aux PME, quand elles vont voir la TVA augmenter, quand elles vont voir les prix augmenter, ils ne vont pas s'en sortir eux aussi. Donc les Français vont payer plus cher parce que la TVA va augmenter. Ensuite rapprocher le brut du net. Mais enfin il faut aller jusqu'au bout de la logique. Si demain il n'y a plus de salaire brut qui est un salaire différé, socialisé. C'est la retraite, c'est l'assurance maladie, c'est la sécurité sociale, c'est la carte vitale ce que l'on paye avec le brut. Demain ça veut dire qu'il n'y a plus de carte vitale. Et il faudra remplacer par l'American Express sa carte bleue pour aller se soigner quand on a une maladie grave, un cancer ou autre. Ça veut dire que demain il n'y aura plus de pension de retraite garantie parce qu'il faudra capitaliser. Et donc plus de brut, ça veut dire plus de sécurité sociale. Ceux qui proposent ça demandent la privatisation de la sécurité sociale et nous nous disons non c'est un choix de société. Mais que les Français en puissent en débattre clairement entre le modèle

libéral qui démontre ce début de campagne, il y a des arguments défendus par les uns ou par les autres et débattus. Et honnêtement c'est de très bon augure. Il y a véritablement des propositions très concrètes de vous tous. Une question aussi sur le logement, c'est au cœur des préoccupations des Français. Sur le logement, Marine Le Pen a voulu en faire le thème numéro un, un peu comme elle avait fait le pouvoir d'achat il y a quelques années. Sur le fond vous êtes d'accord. Vous partagez l'idée que le logement doit être une cause importante, prioritaire.

Je suis content que vous le soulignez. Moi-même j'en fais un élément de ma campagne important.

Je l'ai dit parce que le logement pèse de plus en plus dans le pouvoir d'achat des ménages, dans le budget des ménages. Dans les permanences que je tiens, je reçois plus de personnes qui ont des problèmes de logement que des problèmes d'emploi d'ailleurs. Il y a aujourd'hui 3 millions de personnes mal logées en attente d'un logement. On n'en construit pas assez. Faut

-il donner priorité à ceux qui sont dans la nationalité française ?

Il y a la question du coût et il y a la question de l'accessibilité. Il manque de logements. La priorité, c'est pas la préférence nationale. La priorité c'est de construire des logements pour que tout le monde puisse être bien logé. Alors là je vais me mettre à la place d'un employeur ou en tant que moi en tant que maire quand dans ma ville j'ai deux personnes qui travaillent pour ramasser les poubelles ou dans une entreprise du bâtiment. L'une qui a la nationalité française et l'autre qui est un travailleur immigré qui a une carte de séjour qui est là depuis 10 ans 20 ans et qui tous les deux demandent un logement. Je dois les distinguer en fonction de leur nationalité alors que tous les deux travaillent, cotisent, participent à la richesse du pays et donc je dois faire une différence. Mais vous vous rendez compte, ils sont collègues, ils vivent ensemble, leurs enfants vont à ségrégation en fonction de la nationalité mais c'est une forme d'apartheid que madame Le Pen veut créer dans notre pays. C'est ça l'essentiel alors que le problème, le problème quand il y a trois millions de demandeurs de logements et que justement on a coupé les robinets des bailleurs sociaux et que l'on ne construit pas assez de logements. Moi je suis confronté à ça, on ne construit pas assez de logements. Elle veut supprimer la loi SRU qui impose la construction de logements par communes. Vous dites c

'est de la ségrégation, c'est honteux. Maintenant je vais aller jusqu'au bout du rôle dans lequel vous vous êtes mis. Vous dites moi je suis le maire et j'ai deux dossiers de deux personnes qui ont la même vie, qui partagent le même quotidien, qui ont le même job, l'une à la nationalité française, qui payent des impôts. Il y a un seul logement vous faites quoi ? Vous tirez au sort ? Vous lancez une pièce dans l'air ? Je

vais dire à nos concitoyens comment ça se passe. C'est que dans les commissions d'attribution des logements, il y a quatre interlocuteurs. Il y a le préfet qui vient avec ses dossiers d'urgence et qui vient mettre dans ma commune des personnes qui y sont d'ailleurs. Il y a le bailleur qui vient avec ses propres urgences. Il y a les employeurs, action logement, parce que tout le monde cotise quand on a dans une entreprise de plus de 50. Donc ce que vous dites c'est qu'il ne faut pas choisir ? Et il y a la ville. Et donc moi je représente une voix sur quatre pour défendre un logement. Et donc ce que je regarde, moi je privilégie les habitants de ma commune. Je défends d'abord les dossiers de ma commune et on regarde l'urgence. Il y a des personnes qui sont sans domicile avec des enfants à la rue. Il y a des personnes qui se sont séparées. Et puis il faut un logement pour les deux coups. Et vous faites preuve le plus possible d'humanité. Mais bien sûr. Et donc c'est d'abord ça que l'on regarde. C'est comme

ça que vous sélectionnez. Fabien Roussel, la fête de l'Huma, c'est censé être votre truc. C'est à dire la fête du Luma, c'est vous qui l'organisez, c'est le parti communiste. Et dans cette fête de l'Huma, j'allais dire chez vous, sur votre terrain, il y a eu ces slogans, ces cris « Non, Roussel n'est pas un camarade ». Outre les slogans sur « Tout le monde déteste le PS », « Non, Roussel n'est pas un camarade ». Comment vous avez vécu ça ?

Bon d'abord moi j'ai vécu une belle fête de l'Huma. Les communistes qui tiennent les stands, qui les montent, les démontent, ont accueilli 570 000 spectateurs. C'est le plus gros festival. La plus grosse fête

politique en Europe. Est-ce que vous n'avez pas trouvé ça un peu ingrat que vos invités, en quelque

sorte, vous insultent ? Je vais répondre à votre question. Je vais y répondre. Ce que je sais, c'est que moi j'ai fait un meeting devant 40 000 personnes, et il n'y a pas eu d'insultes, envers qui que ce soit à gauche. Et c'est certainement une différence qu'il y a entre nous Et puis certains, à la France Insoumise, qui préfèrent insulter les autres forces de gauche. Moi je n'ai pas d'adversaires à gauche. Je souhaite au contraire parler des problèmes des Français, m'attaquer à la responsabilité du gouvernement de total dans ce que nous vivons aujourd'hui. Et puis je vais vous dire autre chose. C'est que je débute ma campagne, maintenant, et je vais voir ce que vont donner les sondages. Mais si, moi, demain, je suis à 15 -16%, et bien je ferai tout pour qu'on se rassemble. Je ferai tout pour qu'il n'y ait pas d'insultes contre les autres candidats de gauche. Je ferai tout pour créer une dynamique. Je créerai l'esprit du rassemblement, du travail ensemble. Je respecterai chaque candidat parce que je considère que nous avons des différences. Nous avons des différences de fond et de forme. Mais je préfère que les Français choisissent et soient libres de choisir.

Ça veut dire que vous considérez aujourd'hui que cette attitude, qui a été en effet celle des militants LFI, à votre endroit et à l'endroit du PS, c'est le poison de la division ?

Bien sûr. Et ça ne concourt pas au fait que demain, ils puissent avoir les rassemblements les plus larges.

Mais si demain, ça n'est pas vous qui êtes à 15 -16%, mais comme c'est le cas aujourd'hui Jean-Luc Mélenchon, irez-vous le soutenir ?

Écoutez, moi je vais attendre ce que sera demain. C'est pour ça que j'appelle nos concitoyens et nos concitoyennes à faire les bons choix au premier tour. Et qu'en fonction de la force à gauche qui arrivera en tête, c'est un autre état d'esprit. Mais en tête de quoi ? En tête des élections. En tête

de quoi ? En tête des sondages

? En tête des intentions de vote et du résultat du premier tour. Ce qui va peser, c'est ça. Donc vous

allez attendre le premier tour, vous n'envisagez pas avant cela, de vous dire, je ne sais pas si à gauche, un Olivier Faure ou un Raphaël Gluckspan montent côté PS ou un Jean-Luc Mélenchon s'installe très haut, vous resterez malgré tout candidat

? Quand on se présente à une élection présidentielle avec un projet de société, avec des propositions qui nous nous distinguent sur des sujets aussi importants que le poids de... de la guerre de l'économie de guerre sur notre pays où la question de l'énergie et la bataille que la France devrait mener sur la de la guerre

de l'économie de guerre sur notre

pays où la question de l'énergie et la bataille que la France devrait mener sur la de la guerre de l'économie de guerre sur notre pays où la question

de l'économie de guerre sur notre pays où

la question de l'économie de l'économie de guerre sur notre pays où la question de l'économie de guerre sur notre pays où la question de l'économie de guerre de l'économie de guerre sur notre pays où la question de l'économie de guerre sur notre pays où la question de l'économie de guerre sur notre pays où la question de l'économie de guerre sur notre pays où la question

de l'économie de guerre de l'économie de guerre sur notre pays où la question de l'économie de guerre sur

notre pays où la question de l'économie de guerre